

Les crédits

Comme le révèlent nos statistiques sur les exportations, même les petites et les moyennes entreprises canadiennes ont déjà prouvé qu'elles possédaient le savoir-faire et les capacités nécessaires pour s'imposer sur les marchés internationaux. L'ALENA leur ouvrira encore beaucoup de portes.

En résumé, le débat que nous avons ne porte pas sur des vétilles, car il revêt une importance réelle pour les trois millions de Canadiens qui tirent leur subsistance des exportations. Il revêt une importance réelle pour les nombreuses petites et moyennes entreprises canadiennes qui s'efforcent de percer sur de nouveaux marchés internationaux pour le plus grand bien des Canadiens dont le sort est lié à leur réussite.

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, j'ai trouvé l'analogie avec les terrains de jeu excellente. Malheureusement, on nous enlève tous nos jouets.

J'aimerais poser au député une question très simple. Nous savons tous que le négociateur de l'Accord de libre-échange était Simon Riesman. Ma question au député est donc la suivante: Qui est l'actuel négociateur en chef du Canada? Je pense que, si nous posions cette question à n'importe quel passant dans les rues des villes de ce pays—disons Ottawa ou Sault-Ste. Marie ou même dans la circonscription du député, personne n'en connaîtrait la réponse.

Eh bien moi, je vais vous la donner. Il s'appelle John Weekes. Il a fait un discours le 3 juin 1991 et je lui en rends mérite car son discours n'a guère été remarqué. Personne ne le connaît; personne ne sait ce qu'il a à dire de cet accord. J'aimerais citer plusieurs extraits de son discours et j'aimerais que le député nous fasse part de ses observations sur la teneur de ce qu'a dit le négociateur en chef. Selon lui, le gouvernement a mis en place des programmes d'adaptation pour aider les travailleurs à s'adapter aux exigences d'une économie moderne tournée vers l'extérieur. Il est bien entendu que le gouvernement n'en a rien fait et qu'il n'a créé aucun programme d'adaptation.

Il continue en disant que nous ne permettrons certainement pas la réouverture des ententes que nous avons conclues avec tant de mal dans le cadre de l'Accord de libre-échange. J'ai l'impression qu'il s'agit d'une contradiction. Selon lui, le Canada cherchera à avoir un meilleur accès aux achats du gouvernement américain. Cela n'est pas arrivé et n'arrivera jamais.

Il poursuit qu'il est évident que les sociétés canadiennes pourront bénéficier des facteurs de production meilleur marché au Mexique. Autrement dit, allons exploiter les travailleurs mexicains.

Enfin, comme pièce de résistance de ses commentaires, il précise que le gouvernement canadien est parfaitement conscient de la nécessité de consulter de très près les Canadiens. Il n'a pas dit que ce serait par l'intermédiaire du *Toronto Star*. Cela vaut tant pour l'ALENA que pour l'Uruguay Round du GATT. Est-ce que M. Weekes avait l'intention de se servir du *Toronto Star* pour négocier? C'est tout un discours! Il est en totale contradiction avec la façon dont se déroulent actuellement les négociations de l'ALENA.

J'aimerais demander au député ce qu'il pense du discours de John Weekes, notre négociateur en chef.

M. Monteith: Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour ses commentaires. Il se rend compte, j'en suis certain, que tous les négociateurs ne sont pas semblables. M. Weekes est naturellement un négociateur qui agit très discrètement, une personne qui aime mener les négociations dans les coulisses et qui y réussit très bien.

Je n'ai pas vu les commentaires dont a parlé mon collègue et qui sont censés émaner de notre négociateur. Je suis sûr que M. Weekes est très prudent dans les propos qu'il tient et qu'il a fait jusqu'ici un travail exceptionnel pour le Canada dans les négociations de l'ALENA.

Je pense également qu'il parlait d'une économie dynamique. C'est ce qui va arriver, je pense, au Canada quand nous conclurons l'ALENA et que nous aurons la réponse favorable du GATT.

• (1700)

Nous sommes prêts à aller de l'avant sur une base stable et solide ici au Canada. Nous attendons avec impatience de le faire, tout comme de nombreux Canadiens attendent cette possibilité qui leur permettra de prendre de l'expansion et de continuer à employer leurs concitoyens dans notre grand pays.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, j'apprécie l'occasion qui m'est offerte de parler de cette motion de l'opposition proposée par mon collègue d'Etobicoke-Nord.

Je voudrais la relire pour ceux qui écoutent cet après-midi: